

Robert COMEAU

historien, professeur retraité, département d'histoire, UQÀM

(1992)

"Le Parti communiste canadien,
Stanley Bréhaut Ryerson
et la question nationale
canadienne-française,
1935-1965."

Un document produit en version numérique par Diane Brunet, bénévole,
Diane Brunet, bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi
Courriel: Brunet_diane@hotmail.com

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergé (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par [Diane Brunet](#), bénévole, guide, Musée de La Pulperie, Chicoutimi à partir du livre de :

Robert Comeau

"Le Parti communiste canadien, Stanley Bréhaut Ryerson et la question nationale canadienne-française, 1935-1965."

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Robert Comeau et Robert Tremblay, **Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat**. pp. 131-155. Montréal : Les Éditions Vents d'Ouest inc., 1992, 425 pp. Collection : Asticou/Histoire des idées politiques.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 4 novembre 2010 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : comeau.robert@sympatico.ca

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11".

Édition numérique réalisée le 8 juillet 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Robert Comeau

Historien, UQAM

"Le Parti communiste canadien, Stanley Bréhaut Ryerson
et la question nationale canadienne-française,
1935-1965".



Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Robert Comeau et Robert Tremblay, **Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat**. pp. 131-155. Montréal : Les Éditions Vents d'Ouest inc., 1992, 425 pp. Collection : Asticou/Histoire des idées politiques.

Table des matières

[Introduction](#)

[Clarté versus la nation](#)

[Ryerson et la reconnaissance de la nation canadienne-française](#)

[La deuxième Guerre mondiale](#)

[« L'unité nationale » avant tout](#)

[La centralisation des pouvoirs fédéraux](#)

[Les raisons d'un échec historique](#)

[La question nationale... Et les autres](#)

[L'insaisissable « Canada binational »](#)

[131]

Stanley Bréhaut Ryerson,
un intellectuel de combat. (1992)

Deuxième partie. La question nationale.

6

Le Parti communiste canadien, Stanley Bréhaut Ryerson et la question nationale canadienne-française, 1935-1965

Robert Comeau

[pp. 131-155.]

[Retour à la table des matières](#)

Stanley Bréhaut Ryerson, qui est devenu le principal intellectuel communiste du Québec, avait adhéré à la section québécoise du Parti communiste du Canada (PCC) en 1934, avant d'en devenir le secrétaire l'année suivante. De 1935, date de la création d'un Parti communiste du Québec, à 1965, ses positions sur la question nationale ont constamment évolué ¹. Après un long cheminement, celui qui avait critiqué à

¹ Gregory S. KEALEY a bien résumé l'itinéraire de l'intellectuel révolutionnaire et de l'historien marxiste que fut Ryerson, dans un long article que nous avons traduit et publié dans l'ouvrage *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Outremont, VLB éditeur, 1989, p. 198 à 272.

fond les séparatistes de droite regroupés autour de Paul Bouchard et du journal *La Nation* à la fin des années 30, accordait son appui actif à la cause de l'indépendance du Québec et adhérait au Parti québécois créé en 1968. Cette prise de position coïncidait avec la renaissance du projet d'unification des travailleurs des diverses nations du Canada pour l'obtention du socialisme, mis de l'avant par les groupes marxistes-léninistes du Québec au cours des années 70. Fait paradoxal, il se trouva alors à critiquer ces « marxistes gauchistes » qui reprenaient pourtant les thèses qu'il avait lui-même soutenues dans son analyse de la question nationale du Québec. Entre-temps, Stanley Bréhaut Ryerson avait déménagé au Québec, quitté le PCC sur la pointe des pieds et entreprenait une nouvelle [132] carrière au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal.

Au début des années 30, les militants communistes regroupés autour d'Évariste Dubé à l'Université ouvrière, comme les militants de langue anglaise - Michael et Beckie Buhay, Fred Rose, Bella Hall Gauld, Sydney Sarkin -, ne parvinrent pas à mettre sur pied, malgré des efforts considérables, une importante section de langue française. Le Parti recrutait plus facilement des anglophones, en particulier parmi les communautés juive et slave. Les Canadiens français, bien que constituant 80 % de la population du Québec, ne représentaient pas le tiers des communistes de la province. Le groupe juif fournissait alors à la section québécoise du Parti le tiers de ses effectifs et de nombreux cadres expérimentés. Une ancienne culture socialiste, une forte cohésion de groupe et une sensibilité exacerbée face à la xénophobie et à l'antisémitisme véhiculés par divers groupes ultranationalistes canadiens-français contribuèrent à maintenir les juifs dans le giron du Parti jusqu'en 1956. Le PCC se fit un point d'honneur de défendre les minorités ethniques opprimées partout au Canada.

Au Québec, des Canadiens français avaient adhéré au Parti dès les années 20, mais la section québécoise ne connut un certain succès chez les francophones qu'au milieu des années 30. Jusque-là, la proportion élevée de membres d'autres origines ethniques, regroupés dans des fédérations à caractère ethnique, et le petit nombre de Canadiens français empêchaient de poser avec vigueur la question nationale québécoise à l'intérieur du Parti.

Durant ses premières années au Québec, Stanley Bréhaut Ryerson est intervenu à l'Université ouvrière de 1934 à 1937 et a travaillé, à

partir de 1935, à la publication du journal communiste *Clarté* afin de rallier au Parti des ouvriers et des sans-travail. Dans la presse du Parti comme dans ses cours de formation destinés aux membres de l'organisation, [133]Stanley Bréhaut Ryerson faisait la critique du mouvement séparatiste fasciste et du nationalisme de droite de l'abbé Lionel Groulx et de ses disciples :

À ces cours des plus instructifs, raconte Henri Gagnon, [...] son style de conférencier calme et scientifique me plaisait beaucoup ².

Stanley Bréhaut Ryerson expliquait la nature du nationalisme bourgeois et combattait vigoureusement non seulement le séparatisme associé à un projet de société fasciste, corporatiste et anticommuniste mais aussi le nationalisme clérical qui fleurissait alors au Québec. Attaqués par les nationalistes de droite, les militants communistes de l'époque n'étaient pas en mesure de comprendre la force sociale progressiste que pouvait receler le mouvement national québécois. Au premier Congrès de la jeunesse contre la guerre et le fascisme qu'il présida, Ryerson dénonça l'attrait du fascisme chez la jeunesse nationaliste.

C'est en 1929 que l'on peut retracer la première position officielle du PCC face au Canada français. En vertu d'une résolution votée au VI^e congrès national tenu à Toronto, le Parti reconnaissait que seule « l'action révolutionnaire peut assurer la garantie complète de l'autodétermination du Canada français ». Paradoxalement, c'est l'Internationale communiste qui, dans une lettre ouverte envoyée quelques semaines avant le congrès au Comité central du PCC du 8 avril 1929 ³, avait identifié des lacunes importantes dans le travail des militants au Québec et reconnaissait le droit à l'autodétermination des Canadiens français.

² Henri GAGNON, *Les militants socialistes du Québec*, Montréal, p. 85.

³ Bernard DANSEREAU et Richard DESROSIERS, « À propos de la "lettre ouverte" du 8 avril 1929 de l'Internationale communiste au Parti communiste canadien », *Bulletin du RCHTQ*, vol. 14, n° 2 (été 1988), p. 27-55.

De 1931 à 1935, le journal *The Worker* ne publia que quelques articles concernant cette question. Même dans un texte à incidence théorique, le dirigeant québécois Fred Rose, qui deviendra le seul député communiste du Québec élu au parlement canadien pendant la guerre, ne reconnaissait pas l'existence de la nation canadienne-française, vu l'absence de cohésion économique interne, condition nécessaire de la définition stalinienne de la nation. Cet [134] organisateur juif du Québec ne manqua aucune occasion de s'attaquer au mouvement séparatiste-corporatiste. ⁴

Dans les mêmes termes, le responsable de la Ligue des jeunes communistes au Québec, Philippe Richer, niait, dans le journal *Clarté*, l'existence de la nation canadienne-française. Les francophones du Québec étaient traités sur le même pied que les minorités finlandaise, juive ou ukrainienne.

CLARTÉ VERSUS LA NATION

[Retour à la table des matières](#)

Alors que Stanley Bréhaut Ryerson était rédacteur en chef adjoint au journal *Clarté*, les séparatistes fascistes du groupe de Paul Bouchard l'attaquèrent personnellement. Le journal *La Nation* se faisait un point d'honneur de mener « la plus forte campagne contre l'organe du Parti communiste du Canada français, *Clarté* ⁵ ».

La Nation collaborait étroitement avec des fascistes-corporatistes à l'organisation d'assemblées anticommunistes où on y dénonçait « les importés anarchistes de *Clarté* ⁶ ». Pour empêcher la lutte des classes, les rédacteurs de *La Nation* proposaient le moyen suivant :

⁴ Sur ce courant, lire Robert COMEAU, « Les indépendantistes québécois, 1936-1938 », mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1971, 212 p. Étude du journal *La Nation* dirigé par Paul Bouchard.

⁵ Marcel HAMEL, *La Nation*, 16 décembre 1937; sur l'anti-communisme du journal *La Nation*, lire Robert COMEAU, « Les indépendantistes québécois », *op. cit.*, p. 171-176.

⁶ *La Nation*, 13 août 1936.

N'oubliez pas que pour paralyser la lutte des classes et la fureur bolchevique, il n'y a qu'une seule chose à faire : boucler la classe qui écrase les autres et donner du pain et du travail aux ouvriers. Quand l'ouvrier travaille, et qu'il a de quoi faire une vie propre, il n'a pas le temps d'être communiste ⁷.

Il semble bien que ce moyen n'était pas suffisant, car les séparatistes de Paul Bouchard se sont retrouvés parmi les groupes qui réclamaient une loi spéciale anticommuniste; le communisme étant le mouvement « le plus menaçant, le seul mouvement organisé chez nous », répétaient-ils.

En novembre 1937, le journal *Clarté* fut cadennassé en vertu de la nouvelle loi promulguée par le gouvernement [135] Duplessis « dans le but de protéger la province contre la propagande communiste ». *La Nation* jubilait :

Heureusement pour la population saine et honnête du Québec, *Clarté* vient de disparaître de la circulation. L'Honorable Maurice Duplessis a étouffé la voix de ce journal anarchiste [sic] qui sapait à sa base notre édifice social, économique et religieux. Nous formulons le vœu que cette lutte dure jusqu'à l'anéantissement complet de tous les moyens de propagande de ces sales individus ⁸.

En 1937, lors de la commémoration du centième anniversaire de la rébellion des patriotes du Bas-Canada, communistes et séparatistes exposèrent à plusieurs reprises leurs analyses divergentes du phénomène insurrectionnel de 1837-1838. Les séparatistes de Bouchard accordaient une place importante à Papineau qu'ils présentaient comme une victime. À l'instar de Groulx, ils tenaient à montrer que les patriotes avaient été acculés à la prise d'armes. Ils ne furent « que des insurgés et non des révolutionnaires », tenaient-ils à préciser. Paul Bou-

⁷ Jean-Louis GAGNON, *La Nation*, 30 juillet 1936.

⁸ *La Nation*, 11 novembre 1937, p. 3; 5 novembre 1936, p. 1; 8 avril 1937, p. 3.

chard attribuait à Robert Nelson et à ses lieutenants de la lutte armée la responsabilité de l'échec de 1837⁹. *La Nation* multiplia les attaques contre le professeur Roger, pseudonyme du jeune Stanley, qui enseignait alors au Sir George Williams College. On reprochait à Stanley Bréhaut Ryerson de s'intéresser à Papineau dans le but d'en faire un héros révolutionnaire plutôt qu'un chef indépendantiste.

Il est vrai que, dans son pamphlet antinationaliste de 1937, *Le réveil du Canada français*, Ryerson n'avait pas alors suffisamment compris l'importance du nationalisme dans le processus de la rébellion, comme l'explique bien Gregory S. Kealey :

En fait, dans son effort pour à la fois affirmer les liens entre les expériences du Bas et du Haut-Canada et éviter les pièges du « nationalisme bourgeois » tant [136] redouté par les communistes, il a plutôt minimisé le sentiment nationaliste. Cela est particulièrement manifeste dans ses écrits plus polémiques que l'on retrouve aussi bien dans *Clarté* que dans son pamphlet antinationaliste de 1937, *Le réveil du Canada français*. Par contre, l'autre versant était toujours présent dans la pensée de Ryerson. Aussi, le journal *Clarté* publia-t-il non seulement des critiques du nationalisme de droite, mais également un numéro spécial à l'occasion du centenaire des rébellions de 1837 et commença même, à l'automne de 1937, à vendre des portraits de Papineau. Ainsi, sa reconnaissance du nationalisme comme force et sa perception de plus en plus claire de son contenu progressiste possible orientent-elles Ryerson vers des positions plus complexes exposées dans son second ouvrage *French Canada : A Study in Canadian Democracy*¹⁰.

⁹ *Nation*, 25 juin 1938.

¹⁰ Gregory S. KEALEY, « Stanley Bréhaut Ryerson : historien marxiste », dans Robert COMEAU et Bernard DIONNE, *op. cit.*, p. 257-258.

Ryerson et la reconnaissance de la nation canadienne-française

[Retour à la table des matières](#)

Dans *French Canada*, publiée en 1943 et rééditée en 1980 avec une substantielle préface de 8 pages, Stanley Brehaut Ryerson analyse beaucoup plus en profondeur les rapports entre le Québec et le Canada anglais. Le Québec y est identifié comme une « nation minoritaire ». Dans sa préface de 1980, l'historien Ryerson reconnaît l'importance de cette contribution dans l'évolution des positions du Parti sur la question nationale :

The Communists were the first political party to define the French-Canadian people as a nation (in the sociological sense of a people, a nation-community, and not that of a nation-state) and to call for the restructuring, on an equal footing, of a binational Canada. It was only some years later (1947) however, that the call for recognition of the French-Canadians'right of national self-determination was made explicit. I venture to think that the writing of this book, in the early 1940's, [137] had a modest place in the process of arriving at the « two nations » and « national equality » position of the party ¹¹.

C'est également dans la préface de 1980 que Ryerson signale la principale faiblesse de son ouvrage : en affirmant que l'avènement du gouvernement responsable en 1848 et, subséquemment, la Confédération de 1867 avaient réussi à assurer « l'égalité politique », il avait alors succombé à « l'interprétation libérale *whig* de l'histoire ». Il reconnaît les conséquences politiques de cette analyse : si la révolution démocratique-bourgeoise s'est soldée par une victoire en gagnant en

¹¹ Stanley Bréhaut RYERSON, *French Canada*, Toronto, Progress Books, réédition de 1980, préface, p. 3.

1867 « l'égalité politique » du Québec, il s'ensuit que toute revendication en faveur de l'autodétermination relève du nationalisme bourgeois et s'avère, par conséquent réactionnaire. Il constate que cette interprétation reposait sur une approche théorique viciée. Dans la « Post-face polémique » parue dans son ouvrage intitulé *Le Capitalisme et la Confédération* en 1972, il avait déjà formulé une première fois cette autocritique, ou il reconnaissait avoir sous-estimé l'importance du facteur national dans le processus historique.

En 1972, il note à propos de son ouvrage *Le réveil du Canada français* (1937) :

La gauche à cette époque hésitait à poser carrément la question de l'autodétermination nationale. Nous étions pourtant suffisamment conscients du fait national et de sa portée politique pour adresser à Paul Gouin une lettre ouverte signée par divers groupes de gauche, où ceux-ci posaient la question d'une convergence possible entre le mouvement ouvrier et le groupe de Gouin, l'Action libérale nationale. Ce dernier, bien sûr, préféra virer à droite, pour se faire d'emblée avaler en 1936 par l'*Union national-conservatrice* ¹².

Il faut reconnaître, avec Greg Kealey, la compréhension remarquable et la sensibilité dont fait preuve Ryerson à l'égard de la question nationale du Québec. En particulier [138] dans *French Canada*, il affirme que « la lutte démocratique menée par le peuple canadien-français pendant toute la période antérieure (à 1867) fut une lutte pour le droit à l'autodétermination nationale, pour son droit, en tant que nation, de choisir sa propre forme d'État ». Par ses propos, Ryerson se démarque nettement de l'ensemble des historiens canadiens-anglais.

À l'intérieur du Parti, tous les membres de la direction ne partageaient pas son analyse de l'histoire des Canadiens français. Ainsi, dans son mémoire présenté à la Commission royale sur les relations fédérales-provinciales de 1937, la direction du PCC affirmait « le droit

¹² *Idem, Le Capitalisme et la Confédération*, Montréal, Parti Pris, 1972, p. 506.

de chacune des minorités linguistiques à l'égalité la plus complète ». Les Canadiens français étaient traités comme toutes les minorités nationales et la question du Québec était complètement évacuée. La direction du Parti endossait des positions qui démontrent un non-respect du partage des pouvoirs tel que défini par la Constitution de 1867 et qui contribuent à une accentuation de l'oppression nationale. Le mémoire du Parti allait jusqu'à proposer que « le gouvernement fédéral assume le coût entier de l'éducation au Canada avec une réduction des responsabilités des gouvernements provinciaux ¹³ ».

Dans quelle mesure l'analyse de Stanley Bréhaut Ryerson était-elle partagée par la direction du Parti ? Selon Emery Samuel, qui dirigea le travail des communistes du Québec de 1939 à 1943, les membres du Parti au Canada ne comprenaient rien à la dualité culturelle canadienne :

L'entente à l'intérieur du POP [Parti ouvrier-progressiste] était fondée sur la proposition que [...] les membres de langue anglaise acceptaient l'existence binationale du Canada, comme une vérité fondamentale. La vérité était tout autre, car la reconnaissance du fait national canadien-français était limitée au Québec. Les Canadiens anglais du POP n'ont jamais accepté que le Canada soit un État binational, pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais débattu le sujet ¹⁴.

[139]

En 1943, le programme officiel du Parti préconisait pourtant « l'égalité nationale des deux peuples dans le cadre d'un État binational », et c'est en 1943, dans *French Canada*, que le principal intellectuel du Parti, analysant les relations Canada-Québec, affirmait qu'en 1848 la nation canadienne-française avait conquis l'égalité politique et que l'égalité nationale dans le domaine politique s'était réalisée, quoique de façon imparfaite, avec la constitution de 1867. Cette « faute

¹³ Mémoire du PCC à la Commission Rowell-Sirois, p. 53.

¹⁴ Henri GAGNON, *op. cit.*, p. 105.

d'interprétation » est présente tant dans *Le réveil du Canada français* (1937) que dans *French Canada* (1943) et la première version de *Unequal Union* (1968). Cette erreur n'a été corrigée qu'en 1972.

C'est dans la « Postface polémique » de son ouvrage *Le Capitalisme et la Confédération*, traduction de *Unequal Union* (version refondue, corrigée et augmentée) publiée en 1972, que Ryerson explique cette erreur théorique qui a eu des conséquences énormes pour l'analyse de la question nationale québécoise :

La racine de l'erreur théorique est à chercher, me semble-t-il, dans une sous-estimation radicale de l'importance du facteur *national* dans le processus historique. On ne saurait prétendre que la question nationale fut résolue en 1848 (et en 1867 !) qu'en attribuant à l'aspect politique, étatique, de l'autodétermination un rôle tout à fait secondaire. L'inégalité nationale, pour nous à cette époque, était une question centrée sur les conditions sociales et économiques (l'essentiel de l'égalité politique étant *déjà acquis* grâce aux luttes des années 1830 et 1840) ¹⁵.

Ryerson conclue alors :

Celui qui versait ainsi dans l'interprétation whig-libérale était moi-même... [car] au Bas-Canada, la lutte ne portait pas seulement sur la revendication de l'autonomie coloniale, mais également sur le droit à l'autodétermination de la nation canadienne-française.

¹⁵ S. B. RYERSON, *Le Capitalisme et la Confédération*, op. cit., p. 509.

[140]

La deuxième Guerre mondiale

[Retour à la table des matières](#)

Les dirigeants communistes ont été confinés dans l'illégalité lorsque fut promulguée la Loi des mesures de guerre. Avec les nationalistes du Québec, ils se sont opposés à la guerre, qualifiée d'impérialiste, jusqu'en juin 1941 alors que l'Allemagne déclara la guerre à l'URSS.

Au Québec, le PCC trouva des alliés dans le mouvement national québécois. Pour les groupes anti-conscriptionnistes, les communistes constituaient un groupe bien organisé. Les jeunes du PCC ont même participé à un « Congrès des Canadiens français » qui s'est tenu en novembre 1940 et qui réunissait une cinquantaine d'associations ouvrières et nationalistes. Le journal *La Voix du peuple*, organe de la coalition, était même dirigé par un communiste, Gui Caron. Bien que des membres du Parti communiste aient collaboré étroitement à ce journal, celui-ci ne représentait pas l'orientation du Parti sur la question nationale. On retrouve la position du Parti dans une lettre circulaire du comité provincial de la Ligue des jeunes communistes du 11 octobre 1940, où l'on précise ainsi les tâches d'un éventuel gouvernement socialiste :

Le nouvel État devra immédiatement donner à la nation canadienne-française le droit de déterminer sa position elle-même jusqu'à et y compris la séparation et essayer de convaincre les Canadiens français de l'union canadienne volontaire, fondée sur l'autonomie sociale, économique, et culturelle et sur l'égalité nationale.

Pourtant, en 1943, Stanley Bréhaut Ryerson précisera qu'avec la Confédération « la position des Canadiens français est celle d'une nation qui a gagné une égalité politique essentielle au sein de l'État fédéral canadien ».

Jusqu'en juin 1941, la lutte contre la guerre et la défense des intérêts du peuple canadien-français ne faisaient qu'un seul combat, pour les militants communistes. [141] Durant cette période, le Parti communiste réclame l'égalité nationale du Canada français avec le reste du Canada. Au printemps 1940, des pourparlers sont établis entre les dirigeants de la Ligue des jeunes communistes et ceux du mouvement nationaliste afin de conjuguer leurs efforts. En 1989, lors d'un colloque consacré à André Laurendeau, Stanley Bréhaut Ryerson a fait allusion à cette rencontre avec ce journaliste, cinquante ans plus tôt :

Les éléments d'un dépassement, dans le sens d'une « vision plus vaste des choses » se traduisent à mon sens par l'initiative de Laurendeau en vue d'un entretien avec un « marxiste notoire » (en automne 1939 au petit restaurant de la rue Ste-Catherine, près de Drummond, Au Pierrot gourmet) ¹⁶.

L'attaque de l'URSS par l'Allemagne mit fin aux discussions entre communistes et nationalistes, et amena le Parti à passer d'une politique d'opposition à la guerre à celle d'un support à l'effort de guerre. Cette fois, les libéraux du gouvernement King étaient plus utiles aux communistes qu'une alliance avec les nationalistes québécois. En 1941, le PCC redéfinit son objectif : créer un vaste « front national pour la victoire ». La direction canadienne se prononce alors pour la participation à l'effort de guerre total et pour la conscription.

Au Québec, les militants résistèrent aux pressions venant de la direction centrale pour faire accepter la conscription. Pour eux, le support militaire devait prendre, au Québec, la forme d'une campagne d' enrôlement volontaire. Henri Gagnon, dans son histoire des militants socialistes du Québec, affirme catégoriquement que les communistes du Québec n'ont pas appuyé la position officielle du Parti en faveur de la conscription. Stanley Bréhaut Ryerson avait publié, en 1940, *La conscription, c'est l'esclavage* et il n'a jamais renié cette publication.

¹⁶ *Idem*, « Laurendeau, la commission royale, l'histoire », dans R. COMEAU et L. BEAUDRY (dir.), *André Laurendeau, un intellectuel d'ici*, Montréal, PUQ, 1990, p. 219.

Henri Gagnon ajoute :

[142]

Je ne vois personne parmi les collaborateurs du journal « La Victoire » dont Évnalrisme Dubé, Jean Bourget, Roméo Duval et Henri Richard qui aurait pu épauler « une campagne acharnée pour la conscription ». Je vois difficilement Emery Samuel, alors secrétaire général du Parti au Québec, supporter l'idée de la conscription à laquelle il s'était formellement opposé. Je doute aussi que Stanley Ryerson ait défendu au Québec, les points de vue du Canada anglais sur la mobilisation obligatoire ¹⁷.

Et Henri Gagnon d'ajouter : « Stanley Ryerson, l'un des dirigeants les plus en vue [...], était considéré comme l'expert sur le problème québécois. »

Il semble bien que le Parti se soit divisé sur la question de la conscription. Les communistes francophones appuyaient l'effort de guerre total mais refusaient la conscription. Au Québec, l'accent sera mis davantage sur la critique du fascisme que sur la création d'un Front national. Un tract du leader québécois du PCC, Fred Rose, intitulé *Cinquième colonne dans le Québec* (1942) dénonce des nationalistes dont *La Voix du peuple* avait fait l'éloge quelques mois auparavant.

Lors de la crise de la conscription, le PCC n'a pas su voir dans le résultat du vote des Canadiens français au plébiscite d'avril 1942, une manifestation de résistance nationale : il a expliqué l'ampleur de cette « réaction » par les manigances d'une poignée de traîtres. Il alla jusqu'à demander l'aide du gouvernement libéral fédéral, considéré comme un allié, pour briser les forces de la réaction au Québec.

Le PCC avait bien inscrit dans sa brochure intitulée *A National Front for Victory* la « revendication pour l'égalité des salaires pour les ouvriers canadiens-français et la reconnaissance du français dans les forces armées ainsi que la représentation adéquate de ce groupe au

¹⁷ Henri GAGNON, *op. cit.*, p. 148.

sein des organismes qui planifient l'effort de guerre », mais cette brochure, qui faisait appel à la solidarité des Canadiens [143] français, n'était pas traduite en français... Avec l'ouverture d'un deuxième front à l'Ouest, Staline, collaborant avec les alliés dans l'effort de guerre, accepte de dissoudre la III^e Internationale. À la suite de ce geste, on voit les communistes se rapprocher de leur bourgeoisie nationale.

En 1943, un événement vint confirmer les dirigeants du Parti ouvrier-progressiste (POP) (nouveau nom du PCC) dans la justesse de leur nouvelle ligne antimonopoliste impliquant la collaboration avec les gouvernements libéraux et d'unité nationale pour un effort de guerre total : la conférence de Téhéran (novembre-décembre 1943) réunissant les trois Grands de la coalition antinazie. Immédiatement, les partis communistes du monde entier, sauf celui de Chine et celui de Yougoslavie, préconisèrent une politique d'union nationale avec leur propre bourgeoisie.

Au sein du Parti communiste des États-Unis, Earl Browder arriva à la conclusion que l'existence même du Parti était nuisible à l'unité nationale et on décida de le saborder. Au Canada, dès février 1944, le comité national du POP adopte une politique conséquente à son programme de 1943 : selon Tim Buck, Téhéran avait ouvert une nouvelle époque dans l'histoire de l'humanité alors que la paix était maintenant garantie pour plusieurs générations à venir par la coopération des trois Grands. Le POP prévoyait « une longue période de progrès social ordonné » et de réformes progressives dans un monde de paix, œuvre d'un « large camp démocratique » comprenant les masses populaires de toutes les classes et partis, au Canada anglais comme au Canada français.

Le POP adopte la nouvelle stratégie et met sur pied une « Liberal-Labor Coalition » afin de battre les conservateurs et forcer MacKenzie King à concéder des réformes populaires urgentes. Jusqu'à la fin de la guerre, le Parti va soutenir les Libéraux, tant sur la scène fédérale que provinciale, et critiquer violemment la politique « sectaire et gauchiste » de la Co-operative Commonwealth Federation, ancêtre du Nouveau Parti démocratique (NPD) actuel, qui [144] continuait à préconiser le socialisme comme solution immédiate aux problèmes des Canadiens.

Ainsi, au Québec, le POP ne présenta que cinq candidats aux élections convoquées par Adélard Godbout en 1944 et, afin de faire échec à Duplessis, appela la population à élire, dans les autres comtés, des candidats libéraux inféodés au gouvernement central.

Contrairement à ce qui s'était passé aux États-Unis, où le Parti avait été supprimé, au Canada, le dirigeant Tim Buck dut admettre qu'il était allé trop loin dans sa collaboration de classe et que le travail théorique du Parti avait souffert de graves lacunes depuis 1943 : retenons surtout le fait que le POP n'a jamais combattu les conceptions du dirigeant communiste américain Browder et que, bien au contraire, il a salué chaleureusement la parution de son livre *Teheran*. Mais la direction du POP mit l'accent sur les divergences qui se seraient manifestées entre elle et le Parti communiste des États-Unis au cours de la guerre. Après tout, Browder n'avait-il pas liquidé formellement le Parti de la classe ouvrière américaine tandis que les communistes canadiens, eux, avaient créé le POP basé sur un programme marxiste ?

Après la conférence de Téhéran en 1943, les partis communistes du monde entier adoptèrent la thèse de « l'union nationale » et de collaboration avec les forces libérales pour faire échec au nazisme. À l'échelle canadienne, cette nouvelle politique fut dénoncée comme « révisionniste » par certains leaders du Parti comme Fergus McKean, dirigeant de Colombie-Britannique. Sa critique entraîna sa suspension, en août 1945, de son poste de leader provincial, parce qu'il aurait « utilisé la discussion sur le révisionnisme comme prétexte pour calomnier la direction du Parti ». McKean dénonça toute la ligne politique du Parti de 1935 à 1945 comme étant « révisionniste ». Sa critique fut reprise au Québec quelques années plus tard par le groupe d'Henri Gagnon, à la tête des dissidents qui quittèrent le Parti au congrès provincial d'octobre 1947.

[145]

Les principaux dirigeants se servirent de la critique globale et unilatérale de McKean pour couper court à tout débat en profondeur dans le Parti. Seul le discours de Stanley Ryerson contenait quelques éléments d'autocritique, à propos notamment du « chauvinisme de grande nation » au sein de la section canadienne-anglaise du Parti.

Depuis l'adoption de la « Lib-Lab Coalition » et le rapprochement avec le gouvernement fédéral centralisateur, le POP se trouvait dans

l'impossibilité de faire alliance avec les masses populaires du Québec qui n'acceptaient pas d'emblée les vues centralisatrices du gouvernement fédéral, contraires à leurs convictions. En adoptant un point de vue résolument nationaliste *canadian*, en opposition au mouvement nationaliste québécois, le Parti se plaça dans l'impossibilité de défendre les aspirations légitimes du peuple canadien-français. Plus les communistes incitaient le gouvernement King à établir des mesures sociales en centralisant les pouvoirs à Ottawa, plus les Canadiens français hésitaient à suivre ce Parti.

« L'unité nationale » avant tout

[Retour à la table des matières](#)

La direction anglophone du POP n'encouragea pas les efforts de ses membres qui voulaient que le Parti reconnaisse le droit à l'autodétermination nationale du Québec. Stanley Bréhaut Ryerson se trouva isolé. Au congrès de 1943, le Parti avait placé au centre de ses préoccupations « l'unité nationale » du Canada pour soutenir l'effort de guerre : « Notre première préoccupation a toujours été, est et sera toujours de défendre les intérêts nationaux de notre pays, le Canada. » La direction communiste en vint à adopter des positions de plus en plus nationalistes canadiennes.

Mais Stanley Bréhaut Ryerson poursuivait sa réflexion théorique et sa recherche historique sur la question nationale. Il publia, en 1943, *French Canada*. Cet ouvrage créa des remous au sein du Parti. Ryerson modifiait sensiblement [146] l'interprétation historique de la période 1837-1867 même s'il refusait encore de reconnaître l'oppression nationale au plan politique. Là-dessus, il reprenait le discours du Parti sur les inégalités sociales, économiques et culturelles de la nation canadienne-française :

La nation canadienne-française a conquis son égalité politique et ses libertés démocratiques, il y a 100 ans; elle se trouve encore dans une situation d'infériorité vis-à-vis du Canada anglais. La lutte pour l'égalité nationale complète, intégrale se poursuit encore aujourd'hui.

En 1946, Ryerson, tout en demeurant au Comité central, produit en qualité de directeur du mensuel *National Affairs Monthly*, un important article sur « La question nationale et l'impérialisme canadien ». Pour la première fois, il soutient que « la lutte pour obtenir une distribution plus équitable du revenu national pour l'ensemble des provinces allait de pair avec l'égalité nationale du Canada français et son droit en tant que nation à disposer d'elle-même ». Ce point de vue n'est pas repris dans la presse du Parti et ne rallie pas encore la direction. Ce n'est qu'en 1947 que le droit à l'autodétermination de la nation canadienne-française est reconnue explicitement.

Stanley Bréhaut Ryerson semblait avoir fait triompher son point de vue. Mais la même année, une crise éclate dans la section québécoise du Parti, à propos, entre autres, de la question nationale. Ryerson devra alors intervenir pour appuyer les dirigeants locaux au Québec et condamner le groupe d'Henri Gagnon.

La centralisation des pouvoirs fédéraux

[Retour à la table des matières](#)

C'est alors que survient le débat sur la question de la centralisation des pouvoirs par le gouvernement fédéral et [147] sur ses relations avec les provinces. Tim Buck se montre favorable à l'intervention du gouvernement central dans les champs de juridiction provinciale comme les services sociaux et la santé publique : « Ces modifications peuvent très bien être introduites, dit-il, sans la moindre atteinte aux droits politiques et culturels des masses canadiennes-françaises ». Ce point de vue n'est pas partagé par les militants communistes francophones du Québec.

Henri Gagnon, membre du comité de direction provincial, exige que le Parti mette de l'avant le droit à l'autodétermination nationale pour le peuple québécois, tout en tentant de concilier ce point de vue avec l'orientation de la direction centrale qui préconise un fédéralisme plus centralisé encore.

C'est d'abord sur cette question que la direction centrale de Toronto attaque cet organisateur du Québec; on l'accuse de regrouper les « éléments nationalistes » du Québec au sein du Parti. Au V^e congrès provincial d'octobre 1947, le POP, pour réaliser « l'égalité nationale », met de l'avant une législation sociale uniforme pour l'ensemble du Canada, ce qui exigeait une redistribution des pouvoirs de taxation et une augmentation des responsabilités en faveur du gouvernement fédéral. Par cette proposition, qui supposait une nouvelle entente fédérale-provinciale et un amendement à la constitution du Canada, le POP entendait remettre au fédéral l'entière responsabilité des services sociaux, du contrôle des prix, du salaire minimum et des services de secours aux chômeurs. Cette proposition a été particulièrement mal reçue par les militants francophones, soi-disant « nationalistes », regroupés autour de Gagnon.

Mais qui était ce Henri Gagnon ? À son retour du front, cet ex-dirigeant de la Ligue des jeunes communistes au Québec avait été mandaté par le « comité provincial » pour militer auprès de la « Ligue des vétérans sans-logis » fondée par des militants communistes en septembre 1946. Cette organisation sera le plus important instrument de [148] revendication des travailleurs à Montréal portant spécifiquement sur le logement. Partisan de l'action directe, Gagnon orienta le mouvement vers des opérations d'occupation qui se sont rapidement transformées en mouvement de « squatters ». Les hauts dirigeants du POP prêtèrent cependant peu d'importance à l'occupation des logements par les vétérans. Le peu de publicité accordé à ce mouvement dans les journaux du Parti, *Combat* et *Canadian Tribune*, contrastait avec l'énorme publicité des grands journaux non communistes. En fait, le mouvement des « squatters » pouvait difficilement se poursuivre, nous dit Henri Gagnon, sans heurter de front le Parti libéral d'Ottawa. L'orientation radicale de la « Ligue des sans-logis » inquiétait la nouvelle direction du Parti. Les militants anglophones vont se retirer de la Ligue et diverses rumeurs de « gauchisme » circuleront à son sujet au sein du Parti.

La direction du Parti au Québec avait été remplacée après la guerre. Les vieux militants d'origine ouvrière avaient été écartés. La nouvelle équipe formée davantage de professionnels et d'intellectuels respectables sera peu encline à encourager ces actions d'éclat. Reprenant les accusations qu'avait lancées Fergus McKean, Henri Gagnon et

Emery Samuel qualifieront cette nouvelle direction provinciale de « libérale », de « petite bourgeoise » et d'« embourgeoisée », et reprendront la critique du « browderisme ».

La nouvelle « direction stalinienne » accumule les griefs à l'endroit de Gagnon et de Samuel : manque de discipline, spontanéisme, tendances populistes et anarchistes. Pour briser ce courant, elle s'appuie sur la direction centrale de Toronto. C'est ainsi que Stanley Bréhaut Ryerson se retrouve au centre de ce conflit interne.

Depuis leur retour des forces armées, Gagnon et Samuel ne reconnaissent plus leur Parti - ils accuseront la nouvelle direction provinciale, qui avait le soutien du prestigieux intellectuel du Parti, Stanley Bréhaut Ryerson [149] (connu sous le nom de professeur Roger), de tenir à l'écart les vieux militants moins formés théoriquement. Faut-il se surprendre que la direction provinciale ait trouvé chez le responsable de l'école du Parti un allié indéfectible dans la lutte contre le spontanéisme et le gauchisme de Gagnon ? Bernard Dansereau a bien analysé dans cet ouvrage la crise de 1947 qui a secoué le Parti ¹⁸. Henri Gagnon raconte dans son ouvrage *Les militants socialistes du Québec*, l'intervention de Ryerson auprès de lui afin de lui faire accepter la nouvelle direction provinciale.

Les raisons d'un échec historique

[Retour à la table des matières](#)

Lors du V^e congrès provincial des communistes, en octobre 1947, la division s'installe dans les rangs. Entre le groupe d'Henri Gagnon et la direction provinciale, le manque de confiance est grand. L'équipe dirigeante québécoise dépose, à l'ouverture des assises, une résolution surprise, rédigée par Stanley Bréhaut Ryerson, qui dénonce la « fraction nationaliste, antimarxiste qui s'est opposée à la direction du cen-

¹⁸ Voir également, Robert COMEAU, « Le Parti communiste canadien et la question nationale québécoise : aux origines de la crise d'octobre 1947 », dans *Communisme* (Paris), 2930-31, (1991), p. 69-82. Henri GAGNON consacre un chapitre de son ouvrage à « La division de 1947 », p. 223-244.

tre du Parti » et exige la démission de trois membres du comité provincial.

La résolution reprochait aux « fractionnalistes » de refuser de défendre le point de vue de la direction sur la question des relations fédérales-provinciales; de refuser de privilégier le travail en industrie au profit du travail avec des groupes en dehors du prolétariat industriel (les vétérans sans-logis); d'exprimer une attitude de mépris à l'égard de l'internationalisme; de faire de l'antisémitisme et de propager le séparatisme organisationnel et politique dans le Parti, de négliger le travail théorique; et, enfin, de tenter d'organiser une faction en opposition à la direction. Dans plusieurs textes, Henri Gagnon et son groupe ont répondu à chacune de ces accusations.

[150]

La question nationale... Et les autres

[Retour à la table des matières](#)

En fait, les dissidents du Québec n'étaient pas seulement insatisfaits de la politique du Parti sur la question nationale. Les accusés ont fait également porter leurs critiques sur deux autres points : le manque de démocratie dans le Parti et la façon de mener le travail dans les masses. Mais le conflit touchait aussi au mode de fonctionnement du Parti, au peu d'autonomie d'action accordée au groupe francophone au sein du Parti, comme l'a souligné le sociologue Marcel Fournier. Emery Samuel reprochera à la direction de n'avoir jamais mené au Canada anglais une lutte conséquente contre le chauvinisme anglo-saxon.

Dans son récit autobiographique publié en 1985, l'ex-organisateur Gagnon précise que les difficultés éprouvées face à la question nationale ne s'expliquent pas uniquement par le chauvinisme anglo-saxon des membres de langue anglaise, « ceci pour la raison bien simple qu'il n'y a jamais eu de majorité anglo-saxonne au sein du Parti [...] Au cours des années 1930 à 1937 et même en 1947, la majorité des membres était d'ascendance slave ou européenne. C'est pourquoi les positions du Parti ont été déterminées plus par sa composition ethnique et par le modèle en vogue en Union soviétique. »

Gagnon rappela, dans son *Estimation sur les événements de 1947*, les violations du centralisme démocratique « qui ont conduit à la division dans les rangs du Parti et à la liquidation des forces dans le secteur de langue française ». Gui Caron, secrétaire du POP au Québec de 1946 à 1956, fera, dans sa lettre de démission en 1956, une sorte d'autocritique :

Nos discussions concernant 1947 ont été un facteur additionnel pour démissionner. À la suite des révélations [de Khrouchtchev], j'ai pensé que nous devrions réexaminer l'histoire récente de notre Parti à la lumière de ce qui est survenu là-bas. [...] Je suis [151] venu à la conclusion que nous étions profondément dans l'erreur en 1947, quand nous avons présenté devant le congrès provincial, une résolution relevant de tout poste dans le Parti trois membres du comité provincial.

Les accusés de 1947 n'avaient pas formulé explicitement une position alternative à la ligne critiquée. Au-delà de la question nationale, c'est toute la façon de diriger de l'équipe provinciale - consistant à s'appuyer bureaucratiquement sur le palier supérieur - qui a entraîné l'hostilité de la part des dissidents et la formation d'une « faction nationaliste ».

Ce virage manqué de l'après-guerre amènera le dépérissement du Parti. Au Québec, la politique de coalition libérale ouvrière fit plus de ravages que partout au Canada. La coalition proposée par Tim Buck coïncidait avec les efforts du Parti libéral pour centraliser plus de pouvoirs à Ottawa.

Les communistes et les socialistes qui ont refusé de comprendre que le droit à l'autodétermination ne pouvait être réduit à la revendication pour l'égalité économique, ont échoué dans leur tentative de se rallier les Québécois. Le POP se plaça dans l'impossibilité de se rapprocher des masses et de défendre les aspirations nationales des Québécois. Bien sûr, il ne faut pas oublier d'autres facteurs, comme la répression, le statut d'illégalité du Parti au Québec, de 1937 à 1957,

l'incapacité à attirer un nombre suffisant d'intellectuels, l'influence de l'Église catholique, etc.

L'étude de la question nationale, qui n'avait pu se faire dans le cadre du congrès de 1947, se poursuivra au cours des années 1947-1952. La revue *Contribution* d'Henri Gagnon abordera la question des relations fédérales provinciales de l'extérieur du Parti.

En 1949, le groupe de Gagnon fonde le « Parti communiste du Canada français » qui mène une vive polémique avec le POP. En conséquence, dès 1950, la question du droit à l'autodétermination pour la nation [152] canadienne-française devient plus présente dans les textes officiels de ce dernier. En 1952, apparaît même pour la première fois le « droit à la séparation », dans le programme officiel du POP. Par contre, ce ne sera qu'en 1956 que les dirigeants communistes accepteront l'intégration sans condition des membres exclus en 1947. Après étude, le Parti déclare sans fondement les accusations de 1947. Mais le Parti ne se relèvera pas de cette crise.

Avec la Révolution tranquille, Ryerson commence à s'exprimer dans des revues non affiliées au Parti. En avril 1965, dans *Cité Libre*, il publie un article sur la pensée de Marx au Canada, où il s'en prend aux thèses fédéralistes de Pierre Elliot Trudeau. Il rappelle qu'« on ne saura abolir le nationalisme en fermant les yeux sur la communauté nationale et que le nationalisme est plus qu'un préjugé rétrograde ». En 1964, Ryerson avait présenté, au VII^e Congrès international des sciences ethnographiques, une communication intitulée « La formation de deux communautés nationales au Canada ».

L'année suivante, en 1965, on assistait à la création d'un « Parti communiste du Québec », encore relié au Parti communiste du Canada. Il aura fallu encore 25 ans pour que le PCQ en vienne à préconiser la souveraineté du Québec. L'émancipation des démocraties populaires et le rebondissement des mouvements nationaux dans l'Empire soviétique, en particulier dans les Républiques baltes, auront permis un nouveau regard sur le mouvement d'émancipation nationale du Québec.

Comment expliquer l'attitude du PCC face à la question nationale du Québec ? Il faut bien se rendre compte de l'importance du modèle soviétique perçu alors comme le premier État socialiste, guide pour tous les autres peuples : les communistes canadiens suivaient le modèle de fédéralisme très centralisé de l'URSS où le droit de sécession pour

les diverses républiques et nations était totalement théorique. Tout mouvement de décentralisation heurtait la ligne centrale d'autorité.

[153]

L'insaisissable « Canada binational »

C'est seulement en 1962, au début de la Révolution tranquille, que le Parti admet que « l'égalité nationale intégrale du Canada français exige qu'on reconnaisse sans équivoque son droit à l'autodétermination nationale, y compris le droit à la séparation si le peuple du Canada français en décide ainsi », et réclame une nouvelle Constitution qui exprimerait de façon explicite le caractère binational du Canada.

Au début de la Révolution tranquille les autres minorités nationales tournent les yeux vers le gouvernement central qui est, pour elles, leur État national; elles ne comprennent pas que, pour les Québécois francophones, le gouvernement provincial du Québec est perçu de plus en plus comme l'embryon d'un État national, État de la nation québécoise. Les dirigeants communistes n'ont pas compris cette dynamique, sans compter le problème théorique que posait la « solidarité nationale » à la théorie marxiste. De plus, le Parti n'a pas su se gagner l'appui d'un nombre substantiel d'intellectuels francophones. Durant les années 30 et 40, la très grande majorité des intellectuels francophones du Québec étaient nationalistes et catholiques. L'attrait du nationalisme auprès des jeunes intellectuels du Québec des années 60 contribua pour beaucoup à la marginalisation du Parti qui n'a pas su leur proposer une réponse adéquate à l'oppression nationale. Dans ce contexte, par sa politique de rapprochement avec les forces libérales du gouvernement central, le POP a tourné le dos aux possibilités d'un État canadien binational.

Quant à Stanley Bréhaut Ryerson, de 1965 à 1995, il ne cessera d'approfondir la question des rapports Canada/Québec, insistant sur la gravité de la crise constitutionnelle telle qu'André Laurendeau l'avait diagnostiquée dans son *Rapport sur le bilinguisme et le biculturalisme*. Pendant plus de trente ans, toutes ses interventions plaideront en faveur de la reconnaissance du caractère binational du Canada.

Fin du texte